



Béjà, Ain Draham, Le Kef : tout de blanc vêtues



Le Temps

Quotidien indépendant

Fondateur : Habib CHEIKHROUHOU

TUNIS - Mardi 7 Février 2012 - 15 Rabii I 1433 - N°: 12.491/36^{ème} année - Prix 600 millimes / e-mail:redaction@letemps.com.tn

► Justice transitionnelle
Bientôt, consultation avec l'opposition et la société civile



Lors de sa première conférence de presse en tant que ministre des Droits de l'Homme et de la Justice transitionnelle, Samir Dilou, faisait hier salle comble. A-t-il convaincu ? Cela reste à vérifier, surtout qu'il maîtrise l'art de ne pas trop révéler, même s'il a le verbe facile. Ceux qui ont fait le déplacement à la recherche de beaucoup de scoops, n'en ont pas eu pour leur peine. Il devait faire connaître son département, ses dernières initiatives et répondre à quelques questions se rapportant à l'actualité.

L'expulsion de l'ambassadeur de Syrie en Tunisie alimente les polémiques



- Décision souveraine, selon le Gouvernement
- Kamel Morjane intervient auprès des organisations internationales pour aider les Tunisiens installés en Syrie

- L'opposition critique énergiquement cette décision
- L'UGTT appelle le gouvernement à revenir sur sa décision

P.3

► P.4
Préavis de grève de cinq sites de Téléperformance

► P.3
L'ATFD appelle à constitutionnaliser les droits de la Femme



► P.3
Hechmi Hamdi élu à la tête du Parti des Conservateurs

► P.3
Les enseignants du secondaire réclament une prime de pénibilité



Plainte de la société émiratie "National Holding"
Ouverture d'une enquête judiciaire contre Khayem Turki



P.5

Equipe nationale

Fallait pas trop rêver



- L'erreur ingénue de Mathlouthi
- Le carton rouge tout bête
- Les avocats et les détracteurs de Sami Trabelsi

PP. 17-18-19

MONDE

Syrie

Nouvel assaut militaire sur Homs

• 29 morts dans le pays



P.10

Clin d'œil

«Le bonbon du pendu» !

Les soldes arrivent, mais y aura-t-il des âmes qui vivent ?
Ce sont les soldes d'hiver, mais les comptes ne sont pas au vert
Certes les commerçants espèrent que ça bouge, mais que peuvent faire des comptes au rouge, même si la ruée, dans la capitale a un côté... «anormals» !

Fathi EL MOULDI



L'éditorial

Pour ou contre ?

La décision d'expulser l'ambassadeur de Syrie à Tunis, surprend la classe politique tunisienne et constitue une nouvelle source de controverse entre les autorités et l'opposition, promue à s'enfler au fil des jours.
On ne s'attendait pas à une décision aussi radicale de la part de la Tunisie, une première dans le Maghreb et un fait rare dans le monde arabe. Mais, les autorités ont leurs explications et leurs raisons qui sont aussi convaincantes que les critiques acerbes de l'opposition.
«Le gouvernement émanant de la volonté de la Révolution ne peut demeurer insensible au massacre du peuple syrien. La Tunisie, précurseur des révolutions arabes sera ainsi une

des premières nations à soutenir les aspirations des peuples vers la liberté et la dignité», affirmait Rafik Abdesalem, ministre des Affaires étrangères.
Tout comme le Premier ministre, Hamadi Jebali, qui appelait, depuis Munich, tous les pays à expulser les ambassadeurs de Syrie pour protester contre la répression sanglante.
Oui, mais ceci n'est pas le fond du problème. On est tous en Tunisie derrière le peuple syrien et nous soutenons tous son combat héroïque contre la dictature.
La question primordiale est : pourquoi la Tunisie fait de cavalier seul et entreprend-elle ce que d'autres pays plus puissants n'ont osé faire ? Sa décision serait-elle dictée par une tierce partie au risque de compromettre

ses propres intérêts ?
Dans tous les cas, le ministre des Droits de l'Homme et de la Justice transitionnelle, Samir Dilou est affirmatif : «la décision tunisienne a été prise sans l'influence de personne, ni sous pression américaine, ou européenne ou arabe».
N'empêche, le doute demeure et les nuages de la suspicion ne se dissipent pas de sitôt, car cette décision tranche avec la prudence et la modération habituelles de la diplomatie tunisienne. Comme elle met en danger la vie et les intérêts de nos concitoyens résidant en Syrie, désormais, exposés à la vindicte des sbires du régime syrien.

Lotfi OUENNICHE

